



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 15 SEP. 2022**

autorisant le changement d'exploitant de la plateforme de valorisation de déchets  
GDE (groupe ECORE) situé RD 74 rue de Riedseltz Altenstadt à Wissembourg  
au profit de la société ESKA

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles R. 516-1 et R. 181-45 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 portant autorisation d'exploiter, au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement, une plateforme de valorisation de déchets à la société GDE (groupe ECORE), RD 74 rue de Riedseltz Altenstadt à Wissembourg ;
- VU** la demande relative au changement d'exploitant du 19 avril 2022, déposée par la société ESKA en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, pour la reprise des installations de GDE (groupe ECORE) autorisées et réglementées par l'acte susvisé ;
- VU** les documents joints à la demande de changement d'exploitant ;
- VU** le rapport du 03 juin 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 07 juillet 2022 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

**CONSIDÉRANT** que la société ESKA a présenté une demande de transfert d'exploitation du site GDE (Groupe ECORE) de Wissembourg - RD 74 rue de Riedseltz Altenstadt - à son profit ;

**CONSIDÉRANT** que la société ESKA dispose de capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter les installations situées à Wissembourg, RD 74 rue de Riedseltz Altenstadt, autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de la société ESKA concernant uniquement le changement d'exploitant et ne modifiant en rien les installations existantes, conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

**CONSIDÉRANT** que pour ces installations soumises à garanties financières, l'obligation de constitution

de ces garanties ne s'applique pas, car leur montant calculé est inférieur à 100 000 € (art. R. 516-1 5° du code de l'environnement, deuxième alinéa) ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

La société ESKA, dont le siège social est situé 56 rue de Metz à Jouy-aux-Arches (57130), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à exploiter, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2022, en lieu et place de la société GDE (groupe ECORE), dont le siège social est situé route de Lorguichon à Rocquancourt (14540), la plateforme de valorisation de déchets GDE (groupe ECORE), située RD 74 rue de Riedseltz Altenstadt à Wissembourg(67160), installations autorisées par arrêté préfectoral du 24 mai 2011.

Les prescriptions et les obligations définies dans l'arrêté préfectoral du 24 mai 2011 sont intégralement opposables au nouvel exploitant.

### **Article 2 : MODALITÉS D'EXÉCUTION**

#### **Article 2.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 2.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

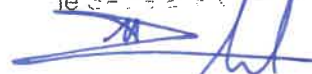
#### **Article 2.3 : EXÉCUTION**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société ESKA,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Wissembourg

Pour la Préfète, déléguation  
Le Secrétaire



Mathieu DUHAMÉL